

## INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

## Brèves

## CAMEROUN : DIX ANS DE PRISON POUR DES MILITAIRES

Quatre militaires camerounais ont été condamnés à dix ans de prison ferme hier et un autre à deux ans pour l'"assassinat" en 2015 de deux femmes et de leurs deux enfants, criblés de balles dans le nord du pays. En juillet 2018, une vidéo montrant des soldats exécutant sommairement ces deux femmes, les yeux bandés, ainsi qu'une fillette et un bébé que l'une d'elles portait sur le dos, dans l'extrême-nord du Cameroun où l'armée combat des groupes jihadistes, avait été diffusée sur les réseaux sociaux.

## CÔTE D'IVOIRE : L'AMBASSADEUR DE FRANCE RAPPELÉ POUR SEXISME, DÉNONCE DES "CABALES"

L'ambassadeur de France en Côte d'Ivoire Gilles Huberson, rappelé à Paris pour comportements "sexistes", a dénoncé hier, via son avocat, de "faux témoignages" et des "cabales" ayant conduit selon lui à ces accusations. "Les faits et propos qui lui sont reprochés résultent, soit de faux témoignages, soit de cabales qui, s'ils étaient poursuivis (en justice) seraient prescrits", a déclaré Pierre-Olivier Sur dans un communiqué.

## ALGÉRIE : VERS LE REPORT DE L'ACCORD DE LIBRE ÉCHANGE AVEC L'UE

L'Algérie veut reporter l'achèvement de la mise en place d'une zone de libre-échange (ZLE) avec l'Union européenne, qui devait entrer en vigueur le 1er septembre, a confirmé le président algérien Abdelmadjid Tebboune. "Nous allons revoir le calendrier" du démantèlement tarifaire et l'UE est "d'accord concernant cette révision à laquelle s'attellent des économistes", a affirmé dimanche soir M. Tebboune lors d'une rencontre avec des représentants de la presse algérienne.

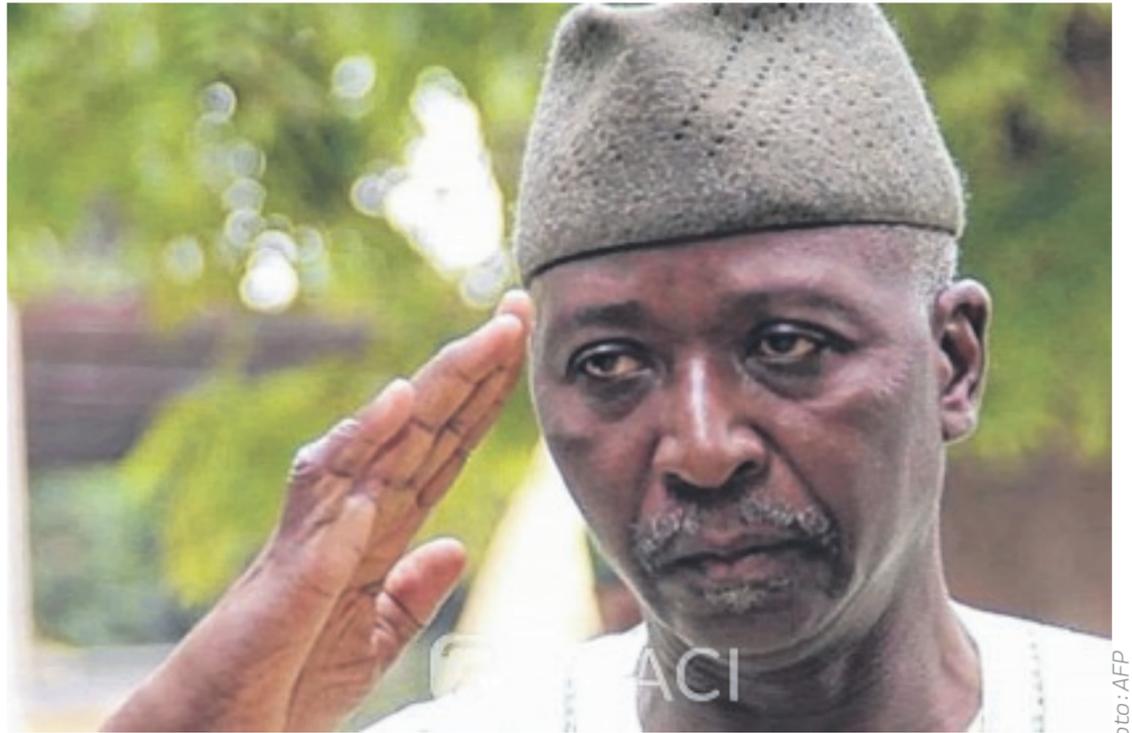
## Mali : Bah Ndaw dirigera la transition

Jonas OSSOMBEY (sources : AFP) Libreville/Gabon

La situation politique au Mali a évolué d'un cran hier. Alors que tout le monde commençait à désespérer, la transition, après le coup d'Etat militaire, sera finalement dirigée par le colonel à la retraite et ancien ministre de la Défense, Bah Ndaw. Avant un retour des civils à la tête du pays, dans une période transitoire demeurant sous forte emprise militaire.

C'est la décision prise hier par la junte au pouvoir depuis le putsch du 18 août dernier. Désignant ainsi comme président de la transition Bah Ndaw, 70 ans. Il sera flanqué d'un vice-président doté d'importantes prérogatives sécuritaires, appelé à la remplacer en cas d'incapacité et qui n'est autre que l'actuel chef de la junte, le colonel Assimi Goïta. C'est ce dernier qui a fait l'annonce du choix opéré par un collège d'un peu plus d'une quinzaine de membres, dont sept de la junte, le reste des places revenant au Mouvement dit du 5-Juin, aux syndicats, aux anciens groupes rebelles ou à la société civile. Le comité a tranché là des semaines de querelles entre Maliens, qui se divisaient sur le caractère civil ou militaire de la transition à venir. Cette décision a été motivée par la pression des voisins du Mali qui réclament depuis le début un retour rapide à l'ordre constitutionnel et la nomination dans les meilleurs délais d'un président et d'un Premier ministre civils. La Cédéao a suspendu dès le 20 août le Mali de ses organes de décision et infligé un embargo financier et commercial à ce vaste pays pauvre et enclavé. Tout comme elle a indiqué la semaine dernière qu'elle leverait ces sanctions aussitôt que la junte aurait accédé à ses exigences.

En outre, la Cédéao et des partenaires du Mali comme la France s'inquiètent d'un surcroît d'instabilité propageant encore davantage à travers le Sahel le jihadisme et les violences intercommunautaires auxquelles le pays est en proie. Elle se veut



Président désigné de la transition Mali, Bah Ndaw.

aussi préoccupée par le mauvais exemple que donnerait une junte maintenue durablement au pouvoir.

Les nouveaux maîtres de Bamako, qui ont promis dès leur arrivée de rendre à terme les

commandes aux civils, voulaient conserver la mainmise sur la transition. La nomination d'un ancien militaire semble une manière de compromis.

Dans un bref flash spécial interrompant les programmes habi-

tuels de la télévision nationale, le colonel Goïta, toujours affublé de sa tenue de camouflage et de son béret vert, a fait référence aux positions internationales en évoquant le "contexte global" pour justifier les choix du jour.

## Sous l'emprise de la junte



La junte, toujours au contrôle.

J.O. Libreville/Gabon

Le colonel-major Bah Ndaw, surnommé "le grand" par ses intimes en raison de sa taille (1,95 m), est un ancien pilote d'hélicoptère formé dans l'ex-URSS et qui fut aide de camp du général Mous-

sa Traoré, qui a dirigé le pays pendant 22 ans jusqu'en 1991, décédé la semaine dernière. Il prêtera serment vendredi prochain, a dit le colonel Goïta. C'est à lui qu'il appartiendra de nommer un Premier ministre, en vertu d'une charte retenue par la junte pour organiser la transition. La Cédéao réclame

là aussi qu'il s'agisse d'un civil. Les Maliens se sont profondément divisés entre les partisans d'une transition longue confiée aux militaires et leurs contradicteurs. Les premiers arguent du temps et de l'autorité nécessaires pour créer les conditions d'un redressement dans un pays au bord du gouffre. Les seconds redoutent une réédition des erreurs du passé dans un pays qui en est à son quatrième putsch en soixante années d'indépendance.

Le rôle imparti au vice-président était un motif d'alarme supplémentaire pour eux. La durée de la transition a également opposé le Mali et la Cédéao. La "charte de transition" prévoit 18 mois. La Cédéao qui insistait initialement sur un maximum de 12 mois s'est montrée prête à accepter une échéance fixée à un an et demi la semaine passée.